

ENSEIGNANTS ET PARENTS REFUSENT LES ATTAQUES CONTRE L'ÉCOLE

N'ont-ils pas raison ces enseignants de la moitié des écoles de Vaux-en-Velin, en grève le 4 septembre et rassemblés devant l'inspection académique (IA) avec leurs syndicats ?

Comme partout, le dédoublement des classes de CP dans les écoles REP+ (les plus difficiles) « retire des moyens à tous les autres niveaux pour se concentrer sur le CP » comme l'expliquait l'un d'eux au Progrès.

Cette mesure du ministre Blanquer, prise à moyens constants, conduit en effet à bonder les autres classes d'une part - ce que ces enseignants refusent - et à supprimer des postes de remplaçants et d'autres moyens d'autre part, avec très vite des effets désastreux dans toutes les écoles !

N'ont-ils pas raison ces dizaines de parents d'élèves qui se sont mobilisés avec les enseignants de l'école Berlioz (Lyon 9^e) et leur syndicat, en allant en délégation à l'IA, en manifestant le 8 septembre devant la Préfecture pour le "Maintien de la 9^{ème} classe" dont la fermeture venait d'être annoncée après la rentrée ?

Sur l'une de leurs banderoles, ils soulignent eux aussi le caractère démagogique de la mesure Blanquer :

« **REP+ = CP à 12... Berlioz = Zone violence = CP à 27 !** »

Face à l'argument des "9 élèves sous le seuil de fermeture", une maman répond : « Vous nous parlez quotas, quand nous nous parlons de l'éducation de nos enfants. On ne peut pas accepter ça. »

Pour le gouvernement, ce seraient de dangereux « drogués à la dépense publique », à qui il faut imposer un régime d'austérité

De toutes parts, les représentants de l'Etat, les « grands » élus politiques leur expliquent qu'il faut être raisonnable, qu'on ne peut pas en demander trop ou que tout a déjà été fait... Tout cela au nom d'un « indispensable régime de la dépense publique », entendez par là une nouvelle coupe d'une vingtaine de milliards d'euros dans les budgets pour obéir aux injonctions de l'Union européenne et à ses fameux « 3% » de déficit.

Au nom de quoi ils voudraient qu'on fasse silence sur la suppression des centaines de milliers de contrats aidés dans les services publics et associations décidée par la ministre du travail Pénicaud (*), sur la privatisation de dix nouvelles cantines de collèges votée en catimini le 20 juillet par la Métropole de Lyon...

NON, les licenciements et la remise en cause de tous les services publics, ça suffit !

Comme les centaines de milliers de salariés qui le 12 et le 21 septembre ont manifesté pour le retrait des ordonnances contre le Code du travail, les enseignants et les parents d'élèves qui se mobilisent pour défendre le droit à l'instruction ont raison. C'est par leur propre mobilisation que les travailleurs, les jeunes ont la capacité de bloquer cette politique destructrice.

Dans la Loire, à Saint-Jean-la-Vêtre, c'est cette mobilisation appuyée par les élus municipaux qui a permis - après une se-

main de blocage de l'école par les parents puis la démission des élus - d'arracher au Préfet le maintien de 2 des 3 contrats aidés qui allaient être supprimés, bien qu'indispensables au fonctionnement de l'école de cette commune rurale.

Et à Saint-Didier-au-Mont-d'Or, la grève des enseignants de l'école maternelle, soutenus par leur syndicat et des parents d'élèves, vient de contraindre fin septembre l'IA à ouvrir une classe !

Il faut chasser le gouvernement Macron-Philippe !

Nous savons que le gouvernement veut tout détruire : Code du travail, Sécurité sociale, régime de retraite par répartition, assurance chômage, formation professionnelle, statut des fonctionnaires, diplômes nationaux, démocratie communale, etc.

Certains parlent de la préparation d'une alternance pour 2022, de s'en remettre à d'hypothétiques élections (convoquées par Macron lui-même ?)... Ce n'est pas possible ! D'ici-là, le gouvernement Macron-Philippe aura tout détruit ! Les travailleurs ne peuvent attendre. C'est maintenant qu'il faut chasser ce gouvernement, qu'il faut le remplacer par un gouvernement qui défendra les seuls intérêts de la classe ouvrière afin de don-

ner au peuple les moyens, par l'Assemblée constituante, de prendre son destin en main.

C'est sur cette perspective que doit se réaliser l'unité des travailleurs et de leurs organisations. C'est le sens de l'appel lancé par le Mouvement pour la rupture avec l'Union européenne et la V^e République, dont sont partie prenante les adhérents du POID. Il propose de signer son appel et de s'organiser dans les entreprises et les localités en comités pour l'unité pour chasser le gouvernement Macron-Philippe et de préparer une conférence nationale de délégués des comités constitués.

Je souhaite participer à la prochaine réunion du POID du Rhône

J'adhère au POID

Je soutiens le POID, je verse (facultatif) €

Je m'abonne à La Tribune des travailleurs

Nom-prénom :

Qualité :

Mail :

Tél :